

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Barre à Moscou DES CENTRALES NUCLEAIRES POUR BREJNEV

Ce que Barre est allé négocier à Moscou est grave ! Il semblerait, car Barre se refuse à toute déclaration, que des accords ont été conclus pour la construction en URSS de centrales nucléaires de retraitement des déchets. Or ces centrales permettent de fabriquer du plutonium à des fins militaires ! C'est vraiment donner des bombes atomiques à la superpuissance russe. Evidemment on voit bien pourquoi Barre a signé de tels traités : cela permet au capital monopoliste français de faire d'énormes bénéfices !

On avance le chiffre de 6 milliards pour 1978, consacrés à la construction en URSS d'une usine d'aluminium par Péchiney, d'une usine chimique par Rhône Poulenc, d'une usine de tuyaux de fonte par Pont à Mousson, d'une usine de tôle par Cieusot-Loire et d'équipements pétroliers par Technip. Les monopoles peuvent être contents, des milliards en perspective !

Mais on ne peut oublier que l'énorme majorité (70%) de l'industrie russe travaille directement ou indirectement pour l'armement. Voilà à quoi serviront les milliards de contrats que ramène Barre pour le capital monopoliste français

Et pour couronner le tout : des centrales nucléaires !

A côté de cela, la résistance de Barre aux pressions russes est bien mince. Moscou a demandé que Barre n'augmente pas le taux de ses crédits. Ce à quoi il fut répondu que le taux était fixé dans le cadre de L'Europe des neufs où la France est engagée. Par ailleurs Barre aurait demandé que le pétrole que la France achètera à l'URSS soit vendu selon les barèmes internationaux et pas au dessus. C'est bien la moindre des choses !

Samedi 8 octobre
Mutualité
de 15h à 24h

LA CHINE

Un an après la mort de Mao Tsé-toung
Organisé par l'AAFC

Le 1^{er} octobre la Chine socialiste a fêté son 28^e anniversaire

Samedi 1er Octobre, la Chine socialiste a fêté son 28^e Anniversaire. C'est en effet le 1er octobre 1949 que la Chine sortait de la misère et de la guerre et se mettait à édifier un pays prospère, heureux, socialiste. Ce fut un grand jour de fête et de liesse populaire que cet anniversaire. La Chine a reçu de nombreux messages de salutation de tous les coins du monde, surtout

du tiers monde. Prenant la parole lors d'un banquet, le président Houa Kouo-feng a déclaré que d'immenses et profonds changements sont intervenus en Chine depuis l'écrasement de la bande des Quatre. Il a réaffirmé la fidélité de la Chine à la ligne du président Mao Tsé-toung en politique intérieure et étrangère. (voir aussi notre article page 2)

Pour l'ouverture d'une «iskatola» 3500 BASQUES DANS LA RUE

(photo «En Bata»)



Samedi dernier, 3 500 Basques ont défilé dans les rues de Bayonne à l'appel de l'association SEASKA, qui regroupe tous les enseignants, parents d'élèves et bénévoles qui travaillent à l'animation et au développement des «ikastolas».

Bainan, zer dira ikastolak ? (Mais que sont les «ikastolas» ?). Les «ikastolas» sont des écoles où l'on enseigne exclusivement la langue basque («l'euskara») de trois à six ans. Et où l'on pratique le bilinguisme («euskara» et français) entre 6 et 11 ans.

Le but de la manifestation de samedi était de protester contre la décision arbitraire de l'inspecteur d'académie et du préfet des Pyrénées-Atlantiques d'interdire une «ikastola» primaire à Saint-Palais.

C'est le principe même que les autorités françaises remettent en cause. Une fois de plus, l'Etat français vient de violer l'un des droits les plus élémentaires : celui de s'instruire et de s'exprimer dans sa langue maternelle.

Parmi les multiples communiqués de soutien parvenus au siège de la SEASKA, il y avait un communiqué du Comité de parti de Bayonne du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

PC-PS: la défense nationale Et Moscou dans tout ça ?

Ils sont d'accord sur le maintien de l'arme nucléaire française. Le PS ne fait pas de son idée de référendum un préalable aux négociations. Et pourtant le PCF et le PS n'ont pu se mettre d'accord sur la question de la défense nationale. Le fond de l'affaire, c'est l'URSS et ce que l'on appelle «défense tous azimuts».

Prenons tout d'abord l'historique des faits. En 1971, dans son programme «Changer de cap», le PCF parle de «renoncement» à la force de frappe et à l'arme nucléaire française.

En 1972, le Programme commun reprend l'idée du PCF : «Renonciation à la force de frappe nucléaire française, sous quelque forme que ce soit».

Le 11 mai 1977, Kanapa présente au Comité central du PCF un rapport qui prend une position contraire : «Nous nous prononçons strictement (...) pour la maintenance de l'arme nucléaire». Le rapport parle aussi de défense «tous azimuts». C'est-à-dire d'une défense nationale qui ne serait pas orientée vers tel ou tel danger précis, mais prête à toute éventualité. Le rapport Kanapa se fait violent contre ceux qui veulent diriger la défense nationale en priorité contre l'URSS

Le 3 juin, plus de deux semaines après le rapport Kanapa, l'«Unité», l'organe central du PS, se contente de titrer : «Le PS et la défense : à la recherche d'un compromis nucléaire». L'article fait état de divisions dans le PS sur cette question et ne tranche pas.



Avant les vacances, le groupe des 15 négociateurs pour l'actualisation du Programme commun tombe d'accord sur la première idée du rapport Kanapa. Il déclare : «l'armement nucléaire sera maintenu en état», ce qui est un changement par rapport au programme de '72. Mais cet accord précise : le gouvernement «adoptera une stratégie de dissuasion au sens strict» et «la décision finale devra appartenir au Français».

Sur ces deux derniers points, les négociateurs du PCF ne sont pas d'accord, mais ils acceptent de faire une concession au PS. Le rapport Kanapa voudrait en effet que l'on remplace «dissuasion au sens strict» par «dissuasion tous azimuts» et le PCF refuse l'idée de référendum sur l'arme nucléaire contenue dans la phrase «la décision finale devra appartenir au Français».

(suite page 3)



● Salle des Carmes Orléans Succès du gala de solidarité avec les MJC en grève

Vendredi soir 30 septembre, un gala de solidarité était organisé pour soutenir les directeurs des MJC licenciés arbitrairement par la mairie.

Il s'agissait d'un spectacle culturel avec quelques interventions. Plus de 500 personnes ont assisté à la soirée.

Des artistes amateurs et professionnels se sont succédés jusqu'à minuit. Tous n'ont pas eu la même qualité certes, mais en général, le positif l'a emporté sur le négatif.

Plusieurs des chanteurs ont interprété des chansons sur la vie de tous les jours. Il y eut une chanson particulièrement vivante qui attaquait vivement la municipalité réactionnaire d'Orléans. La chorale «Germinal» interpréta un chant de soutien sur l'air de «Solidarité».



Au meeting de l'Argonne (quartier d'Orléans), le groupe «Camille et Casimir».

La troupe de théâtre de la maison des jeunes de Saint-Jean de Braye, interpréta une pièce intitulée «T'accouchez ou non» qui, prenant prétexte d'un accouchement, attaquait le pouvoir répressif. Elle fut longuement applaudie.

D'autres chanteurs ont interprété leurs chansons souvent appréciées et fort intéressantes hormis l'une d'entre elles qui prétendait remettre à leur place «certains pèlerins de l'été 77» traitait plus qu'à la légère les manifestations de cet été. Elle déplaçait en fait la cible au lieu de s'attaquer à l'Etat capitaliste et à ses forces de répression.

La deuxième partie fut animée par la MJC du théâtre des «Deux-Portes» en lutte depuis 22 mois contre des licenciements. Ils apportaient leur soutien à la lutte.

Le groupe «Djamel Allam» fut particulièrement applaudi et rappelé plusieurs fois. Un Sahraoui présent dans ce groupe interpréta deux chansons de son pays.

Le spectacle se termina par une pièce de théâtre brève mais fort intéressante du «Puits aux images» (groupe de 4 personnes).

En tout, une soirée mobilisatrice, qui témoigne de la solidarité croissante aux directeurs licenciés.

Rendez-vous a été pris le vendredi 7 octobre pour le meeting des LIP et le samedi 15 octobre dans les rues d'Orléans pour une animation culturelle avant la manifestation de rue.

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE		
QUOTIDIEN		
	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

LE BIMENSUEL No15 EST PARU

AU SOMMAIRE : Rejetez les vieux partis ! - Guerre secrète contre les Corses - Israël de plus en plus isolée - USA : impressions de voyage - A propos des nationalisations, des ouvriers parlent - La lutte de Dubigeon - L'affaire Ben Dhiaf - Il nous faut des syndicats indépendants des partis bourgeois - Emploi des jeunes : une tarte à la crème - Témoignage d'un maître-auxiliaire - La fête de Brétigny - Le corps et son image : exposition - Le rassemblement national du 6 novembre.



● Chine

LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE

La mécanisation agricole a beaucoup progressé cette année tant au niveau qualitatif que quantitatif. Elle a pu se faire car l'Etat l'a considérée comme une question importante et a tout mis en œuvre pour qu'elle se fasse le plus rapidement possible.

LA POLITIQUE DE L'ETAT

«Réaliser pour l'essentiel, avant 1980, la mécanisation de l'agriculture», tel fut l'appel lancé par Mao. La 2e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, qui eut lieu à la fin de 1976, a soumis le problème à un examen plus détaillé et a arrêté un plan et les mesures à prendre. L'Etat a affecté notamment plus de fonds et d'acier laminé que l'année dernière pour accélérer la mécanisation. Certaines provinces ont consacré 80 % de leurs dépenses à cette fin.

DEVELOPPEMENT DES USINES DE CONSTRUCTION AGRICOLE

Aujourd'hui, il y en a plus de 1 600 en Chine. L'Etat ne gère que les grandes usines de tracteurs. 28 provinces, municipalités et régions autonomes disposent de leurs propres usines de ce genre, de moyenne et petite dimension. Des usines de ré-

paration et de fabrication de machines agricoles et des stations ou groupes de réparation ont été respectivement établies dans 98 % des districts du pays, plus de 90 % des communes populaires et plus de 60 % des brigades de production.

Pour accélérer la mécanisation de son agriculture, la préfecture de Tchangwei, dans la province du Chantong, a organisé 42 de ses usines dans la production collective de tracteurs.

UNE MECANISATION VARIEE

La Chine possède une vaste étendue de territoire et les conditions de son agriculture sont très variées, d'où la nécessité d'une très grande diversité de machines agricoles. Grâce aux efforts des travailleurs scientifiques, des techniciens et des ouvriers du front de la construction mécanique agricole, elle peut maintenant se suffire pour l'essentiel dans ce domaine.

Les 13 provinces du Sud de la Chine pratiquent principalement la riziculture dont la mécanisation est encore plus complexe. Ces dernières années, les départements intéressés ont concentré leurs efforts pour résoudre ce problème. Ayant fait le bilan de l'expérience acquise dans cette culture, ils ont amélioré un canot à



Une jeune paysanne conduisant une machine à transplanter.

socs et le généralisèrent dans de vastes régions, muni de divers instruments aratoires. Ce canot de bois à roue de fer, propulsé par un moteur, sert à la fois à labourer les rizières où les boues sont profondes jusqu'aux genoux, à herser, à repiquer et à moissonner. C'est grâce à lui que le district de Kaiyang, au Houpei, a pu réaliser la mécanisation de sa riziculture à 70 %.

De nombreuses régions chinoises pratiquent le système de culture intercalaire. On a mis au point une moissonneuse adaptée à ce système.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Pour répondre aux be-

soins du développement rapide de la mécanisation agricole, la Chine accélère la formation d'agromécaniciens. La région autonome Tchouang du Kouanxsi, en est un exemple. Tous ses districts ont ouvert leurs propres écoles à cette fin.

Ses usines de machines agricoles ont organisé pour la plupart des cours de formation. Une conférence nationale sur la formation d'agromécaniciens a eu lieu l'été dernier dans cette région, pour s'inspirer de l'expérience qu'elle avait acquise.

Aujourd'hui, les communes populaires du pays comptent déjà une dizaine de millions de ces spécialistes.

● Azanie

Un médecin métis de 27 ans est mort jeudi en détention. Vingt détenus politiques sont morts au cours des 18 derniers mois. Leur décès a provoqué une vague de protestations.

Dans l'est de la province du Cap, plusieurs manifestations antiapartheid sont survenues ces derniers jours. A Dimbaza, des bâtiments administratifs ont été incendiés. Des incidents ont eu lieu également à Gindsberg, à Ndanstane où deux policiers ont été tués après les funérailles de Steve Biko, le dirigeant noir mort en prison.

● Moyen-Orient

C'est samedi qu'a été rendue publique la déclaration commune des deux superpuissances impérialistes (URSS-USA) sur le Moyen-Orient. Cette déclaration a pour objectif de parvenir à la reconvoction de la conférence (dite de paix) de Genève d'ici décembre 1977 dont les superpuissances sont co-présidents. Elle ne remet nullement en cause la résolution 242 de l'ONU qui veut faire reconnaître l'Etat raciste et expansionniste d'Israël, tout en lui demandant

de reconnaître «les droits légitimes du peuple palestinien» et de retirer ses forces des territoires occupés depuis 67.

Elle constitue de la part des Etats-Unis un relatif recul dans son soutien à Israël, mais elle ouvre toutes grandes les portes à une nouvelle entrée des Russes dans le débat, alors qu'ils en avaient été quelque peu écartés.

Les deux superpuissances vont continuer leurs pressions dans le but d'arriver à ce que l'Organisation de libération de la Palestine reconnaisse l'Etat sioniste et abandonne la lutte armée qu'elle mène et continuera de mener car c'est la seule voie possible pour aboutir à sa libération.

● Italie

Vendredi soir à Rome, un jeune militant d'une organisation dite d'extrême-gauche, a été assassiné par un commando du parti fasciste, MSI. Une autre personne serait grièvement blessée.

Le soir même, un millier de manifestants se regroupaient sur les lieux de la fusillade, où ils se sont affrontés aux flics qui protégeaient le local des fascistes. 3 000 personnes ont manifesté à Milan.

Samedi, d'autres manifestations ont été organisées. Le matin, à Turin, des heurts ont éclaté avec la police alors que 2 000 manifestants s'approchaient du local des fascistes protégé par les flics. A Rome, plusieurs milliers de personnes ont manifesté le matin et 15 000 l'après-midi.

L'après-midi, des affrontements avec la police ont eu lieu à Bologne, Turin, Milan et Florence.

Depuis plusieurs mois, des commandos fascistes commettent de telles agressions. Tout ce que trouve à dire la «grande presse» - de la Démocratie chrétienne au PCI - c'est de dénoncer unanimement «la violence, les fusillades et les provocations».

Experts dans l'amalgame, ils mettent dans le même sac les criminels fascistes et ceux qui veulent combattre le capitalisme ; tout ça au nom de la lutte contre le «terrorisme politique» !

Le PCI - comme son compère du PCF au moment de l'assassinat de l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney - recommande de «ne pas tomber dans le piège de la provocation» !

Les dirigeants révisionnistes montrent ainsi dans quel camp ils se trouvent : celui de la pire réaction.

● Tchecoslovaquie

Deux contestataires tchécoslovaques qui comparaissaient, depuis lundi dernier devant le tribunal d'Usti, ont été condamnés à 3 ans et demi de prison ferme. Ils ont décidé de faire appel.

Ils avaient été arrêtés en janvier dernier pour avoir, paraît-il, distribué la «Charte 77» dans des usines de la région d'Usti.

Un juriste viennois qui est, entre autre, représentant de la Commission internationale des juristes de Genève et qui souhaitait assister au procès en observateur, s'est fait refouler devant le tribunal.

Les autorités social-fascistes (socialistes en paroles et fascistes dans les actes) ont multiplié les pressions et les interpellations pour empêcher que la moindre publicité soit donnée au procès. Dans la crainte des troubles, de nombreux renforts de police ont été envoyés à Usti.

Prochainement s'ouvrira un procès contre 4 signataires de la «Charte 77», arrêtés au début de janvier dernier.



PC-PS : la Défense nationale

ET MOSCOU DANS TOUT ÇA ?

(Suite de la page une)

Début août, au retour de vacances, Marchais fait un éclat. Il revient sur les concessions faites par les négociateurs du PCF à propos de la défense «tous azimuts» et du référendum. Dans l'Humanité du 9 août, Marchais précise : «Nous proposons donc le maintien de la force de frappe, étant entendu qu'elle doit être strictement de dissuasion et tous azimuts». Or, ces mots «tous azimuts» ne figurent pas dans l'accord. Marchais refuse aussi le référendum.

Avant les négociations (et la rupture) du 22 septembre, Mitterrand déclare, clairement cette fois, dans l'«Unité» : «Je dis non au rapport Kanapa (...). Je dis également non à la politique nucléaire qui nous est proposée par le PCF». Il retire, par contre, son idée de référendum.

Le 23 septembre, aucun accord n'est possible sur la défense nationale entre le PCF et le PS.

Les deux revirements du PCF

Comme on le voit, dans cette affaire, c'est le PCF plus que le PS qui a mené les choses. Les dirigeants du PCF ont fait ce que l'on pourrait appeler deux revirements.

Le premier, c'est le rapport Kanapa. Pourquoi soudain accepter le maintien de l'arme nucléaire française ?

Le peuple de France, à cette époque, voit de plus en plus clairement ce qu'est l'URSS. C'est l'époque où Moscou intervient en Afrique. C'est l'époque aussi où l'affaire des dissidents russes prend une grande importance.

Les chefs du PCF ne veulent pas paraître liés à l'URSS. Le peuple de notre pays, en effet, refuserait, au cas où la gauche arriverait au pouvoir, de voir la France liée à l'URSS, pays fasciste et agressif.

Voilà pourquoi Kanapa

parle beaucoup d'indépendance de la France et s'intitule même : «Une vraie défense pour une France indépendante». Ce qu'il veut faire croire c'est : indépendante de Moscou.

Ce premier aspect du rapport Kanapa, le PS ne le refuse pas. Et le groupe des 15 négociateurs conclut un accord : «armement nucléaire maintenu en état».

Mais il y a un second aspect, fondamental celui-là, dans le rapport Kanapa : le PCF continue de défendre Moscou.

Le rapport propose, en effet, une politique de dé-

bourg, ni de la Suède, ni de l'Australie, ni des USA.

Il venait principalement de l'Allemagne nazie.

Aujourd'hui, d'où vient-il ? Principalement de l'URSS. De cette URSS qui augmente ses armements à une vitesse folle, plus vite que la France et même que les USA, de cette URSS qui intervient aussi bien en Afrique qu'en Méditerranée, ou sur les côtes bretonnes avec ses navires espions.

Quand le PCF parle de «défense tous azimuts», il veut masquer ce danger russe, il «couvre» Moscou, il

se met au service de la politique étrangère du Kremlin.

Or, dans l'accord conclu par les 15, on ne parlait pas de «défense tous azimuts». Ce second aspect, fondamental, du rapport Kanapa était absent du texte. Les négociateurs du PCF avait fait cette concession. Marchais revient sur cette concession au mois

d'août. Pourquoi ? A-t-il subi des pressions au sein du PCF ? Ou de la part du Kremlin directement ? Nous n'en savons rien.

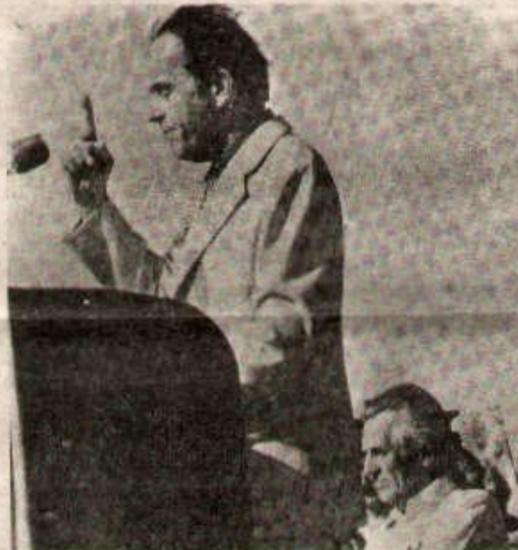
Toujours est-il que ce fut là le second revirement du PCF et que Marchais a tenu jusqu'à la rupture des négociations, fin septembre.

La divergence PC-PS ne porte donc pas sur le maintien de l'arme atomique : les 15 négociateurs étaient d'accord sur son maintien. Elle ne porte pas sur le référen-

dum à propos de l'arme atomique : le PS n'en fait plus un préalable. Elle porte sur l'attitude face à Moscou : l'URSS est-elle ou non le principal danger de guerre pour la France, l'Europe, le monde ? Dans ce cas, il faut diriger la défense nationale française non pas «tous azimuts», mais vers l'Est.

Le PS n'a jamais pris de positions bien claires sur ce point. Il a été très largement conciliant avec Moscou à certains moments, par exemple, quand Mitterrand est allé en visite officielle à Moscou. Mais il a voulu montrer, dans les négociations avec le PCF, qu'il n'était pas tout à fait dupe du danger de guerre russe.

Un symbole ?



A la fête de l'Humanité, Marchais très docte fait son discours. Derrière lui, tout petit par la force des choses, Roland Leroy, celui dont on dit qu'il a violemment pris à partie Marchais lors de la dernière réunion du Comité central. Leroy n'aurait jamais accepté les concessions de Marchais dans la tactique d'union avec le PS. Cette photo est-elle un symbole ?

«tous azimuts». En apparence, c'est très beau, très pur : il s'agit de défendre le pays face à tout agresseur, qu'il vienne de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud. Mais c'est un attrape-nigaud. Car jamais dans l'histoire, le danger de guerre n'est venu de partout et de nulle part.

Toujours le danger était précis. Par exemple, avant la guerre 39-45, le danger ne venait ni du Luxem-

URGENT

Affiche bimensuel

Ces jours-ci, va sortir une affiche concernant la mise en kiosques très prochaine du bimensuel. Celui-ci ne se trouvera que dans un nombre de kiosques limité et dans des endroits choisis d'avance dans les différentes régions, et dont il est indispensable que nous ayons la liste pour la communiquer aux NMPP. Sans ces indications - à nous communiquer d'urgence - la diffusion risque de s'en ressentir et de nuire à l'efficacité.

Que les camarades qui le peuvent passent nous prévenir. Il en est de même pour ceux qui peuvent passer prendre le matériel quand il sort, car cela nous évite des frais d'expédition.

Depuis plus d'un an que le plan Barre est mis en application, le chômage a considérablement augmenté et la hausse des prix galope au-dessus des 10 %. Ce qui veut dire que pour l'immense majorité de la population, les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Les autres charlatans, ceux de l'«Union de la gauche» avaient, jusqu'à il y a peu de temps, réussi à détourner le mécontentement des travailleurs sur la voie de garage du Programme commun. Mais les promesses ne peuvent tenir qu'un temps. Aujourd'hui, l'échec des négociations sur la réactualisation du Programme commun amène un certain nombre de travailleurs à se poser des questions.

Face à la crise de confiance manifestée envers la «gauche», se pose plus que jamais la question de la voie à suivre pour en finir réellement - et non avec des promesses démagogiques - avec le chômage et la misère.

Mais quoi qu'en disent ou fassent ces bourgeois camouflés - et le gou-

vernement peut pondre de nouveaux plans - les conditions nécessaires à la révolution grandissent, même si nous ne sommes pas encore dans une situation révolutionnaire ni même pré-révolutionnaire.

Quels sont les indices d'une situation révolutionnaire ? les conditions objectives ?

1) « (...) Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas habituellement que la "base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore " que le sommet ne le puisse plus" ».

2) « Aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des classes opprimées. »

3) « Accentuation marquée (...) de l'activité des masses. »

A tous ces changements objectifs, indépendants de la volonté des hommes, vient s'ajouter le facteur subjectif : la capacité de la classe ouvrière et de son parti de conduire l'assaut con-

tre la classe dominante, si affaiblie soit-elle.

La révolution prolétarienne est un processus long et complexe, mais elle est la seule issue. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous soutenons tout ce qui naît et grandit dans le sens de la révolution, tant sur le plan national qu'international ; telles que les actions remettant en cause la légalité bourgeoise (les petits viticulteurs de Montredon, les Lip, et bien d'autres) ; les luttes de libération nationale de nos frères des prétendus départements et territoires d'Outre-mer qui affaiblissent notre propre impérialisme, les luttes des pays et peuples du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonie.

De même nous combattons tout ce qui s'oppose à la préparation de la révolution : ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui veulent le remplacer, ainsi que les deux superpuissances qui veulent imposer leur diktat.

(*) Lénine dans «La faillite de la 2e Internationale».

Exclusif... Exclusif...

Extraits d'une circulaire interne du PS

Une circulaire interne du PS, signée de trois secrétaires, Mauroy, Poperen et Delfau et datée du 23 septembre, lendemain de la rupture des négociations de la gauche, est arrivée dans les locaux de notre comité de rédaction...

Bien sûr, cette circulaire fait la part belle au PS. Mais elle révèle aussi (outre les explications 100 fois entendues publiquement) un certain nombre de révélations sur les arrières-pensées des dirigeants du PS, arrières-pensées qu'ils n'étaient pas dans leurs colonnes : «la main de Moscou», l'Euro-communisme et l'URSS...

Ce sont ces extraits que nous publions.

«G. Marchais (1) dénonce l'idée du référendum avancée par François Mitterrand alors que celui-ci l'avait présenté seulement comme une proposition à discuter parmi d'autres. N'était-ce pas en vérité le moyen pour le PC de jeter un voile de fumée sur le revirement imposé par le PC en matière de défense ? N'était-ce pas une façon ou une autre de refuser les concessions auxquelles avaient été conduits les membres communistes de la délégation des 15 (2). (...)»

«Le rapport Kanapa (3), base de leur revirement, a sa logique, contraire à celle du Programme commun : développer et neutraliser à la fois la force de frappe et par là sortir la France de ses alliances traditionnelles (4) pour la placer dans l'orbite de l'URSS. (...)»

«Divisions internes du PC qui expliqueraient ses hésitations tactiques de juin et juillet au groupe des 15 (5) ? Autres influences (6) ? Nous ne tranchons pas. Comment ne pas remarquer en outre que tandis que le PC italien pratique la collaboration de classe, Santiago Carillo se rapproche en Espagne de la monarchie. Comment ne pas noter enfin qu'au moment où les jeunes affluent à Bologne pour mettre en cause le compromis historique du PC italien, les communistes français provoquent l'interruption de la négociation du Programme commun ? S'il y a crise de l'Euro-communisme, les travailleurs français ne doivent pas en faire les frais.»

Notes de la rédaction de l'Humanité rouge.

- (1) au mois d'août, à propos de la défense nationale et de l'arme nucléaire.
- (2) les 15 négociateurs des trois partis de gauche qui ont préparé le sommet de septembre.
- (3) sur la force de frappe française, «revirement» du PCF.
- (4) l'Alliance Atlantique, l'OTAN.
- (5) allusions aux divergences qui opposeraient G. Marchais et R. Leroy.
- (6) allusion à l'influence de Moscou.

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

Rassemblement national

Oui, la révolution est possible

Depuis plus d'un an que le plan Barre est mis en application, le chômage a considérablement augmenté et la hausse des prix galope au-dessus des 10 %. Ce qui veut dire que pour l'immense majorité de la population, les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Les autres charlatans, ceux de l'«Union de la gauche» avaient, jusqu'à il y a peu de temps, réussi à détourner le mécontentement des travailleurs sur la voie de garage du Programme commun. Mais les promesses ne peuvent tenir qu'un temps. Aujourd'hui, l'échec des négociations sur la réactualisation du Programme commun amène un certain nombre de travailleurs à se poser des questions.

Face à la crise de confiance manifestée envers la «gauche», se pose plus que jamais la question de la voie à suivre pour en finir réellement - et non avec des promesses démagogiques - avec le chômage et la misère.

Mais quoi qu'en disent ou fassent ces bourgeois camouflés - et le gou-

vernement peut pondre de nouveaux plans - les conditions nécessaires à la révolution grandissent, même si nous ne sommes pas encore dans une situation révolutionnaire ni même pré-révolutionnaire.

Quels sont les indices d'une situation révolutionnaire ? les conditions objectives ?

1) « (...) Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas habituellement que la "base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore " que le sommet ne le puisse plus" ».

2) « Aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des classes opprimées. »

3) « Accentuation marquée (...) de l'activité des masses. »

A tous ces changements objectifs, indépendants de la volonté des hommes, vient s'ajouter le facteur subjectif : la capacité de la classe ouvrière et de son parti de conduire l'assaut con-

tre la classe dominante, si affaiblie soit-elle.

La révolution prolétarienne est un processus long et complexe, mais elle est la seule issue. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous soutenons tout ce qui naît et grandit dans le sens de la révolution, tant sur le plan national qu'international ; telles que les actions remettant en cause la légalité bourgeoise (les petits viticulteurs de Montredon, les Lip, et bien d'autres) ; les luttes de libération nationale de nos frères des prétendus départements et territoires d'Outre-mer qui affaiblissent notre propre impérialisme, les luttes des pays et peuples du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonie.

De même nous combattons tout ce qui s'oppose à la préparation de la révolution : ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui veulent le remplacer, ainsi que les deux superpuissances qui veulent imposer leur diktat.

(*) Lénine dans «La faillite de la 2e Internationale».



ENTRETIENS DE BICHAT

Bronchite chronique

Le tabac n'est pas seul en cause !

Comme chaque année, ces entretiens réunissent des milliers de médecins désireux de s'informer sur les derniers progrès de leur métier. Il faut dire que pour eux cela représente un des rares moyens d'enseignement post-universitaire.

C'est l'occasion également pour les mass-média de faire beaucoup de bruit autour des dernières découvertes pour donner l'impression que dans notre société la médecine se préoccupe vraiment de la santé du peuple.

En fait, ce sont souvent les nouveautés «à la mode» parmi le «monde médical» qui sont montés en épingle aux entretiens et dans les tables rondes. Beaucoup de médecins et de chercheurs en renom préfèrent tirer une gloire personnelle en faisant des découvertes au niveau de maladies rares ou nouvelles plutôt que de se pencher sur des maladies banales mais qui touchent des masses de travailleurs.

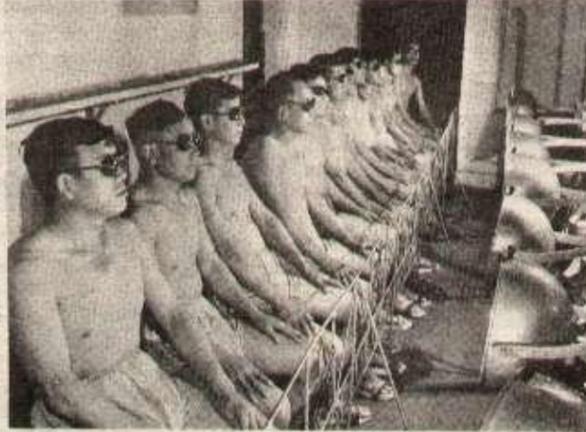
C'est pourtant ce que font certains. Ainsi le service de pneumologie de l'Hôtel-Dieu à Paris a fait une conférence sur le thème : «Faut-il prendre au sérieux la bronchite chronique ?» Apparemment, cela ne serait

pas évident pour tous les médecins. Certes, il s'agit là d'une maladie dont le traitement n'est nullement spectaculaire : pas de chirurgie à cœur ouvert, pas de pace-maker. Par contre, elle

tre sa fréquence. En outre, elle fatigue le cœur et rend aussi l'organisme plus sensible aux infections, ce qui peut entraîner des complications graves chez les personnes âgées.

d'accidents cardiaques ou de simples gripes venant se greffer sur une bronchite chronique.

C'est donc une maladie dont la prévention et le traitement ont une importance réelle pour les masses. Il est bien connu qu'elle est favorisée par le tabac et survient plus volontiers chez les grands fumeurs. Mais les médecins de l'Hôtel-Dieu insistent aussi sur d'autres causes habituellement passées sous silence. La bronchite chronique est favorisée par la respiration de poussières, vapeurs, etc. irritant les bronches et par là assez étroitement liée à la pollution générale des villes et surtout aux mauvaises conditions de travail. C'est ainsi que les travailleurs du bâtiment, ceux de l'amiante, etc. sont particulièrement exposés. Quant aux mesures qui permettraient de limiter cette prévention, elles sont du ressort de la médecine du travail mais surtout bien entendu de la lutte de classe, ce que ne disent quand même pas ces médecins dans leur rapport.



En Chine, la santé des travailleurs est une préoccupation constante de l'Etat socialiste. Ici, des mineurs font des séances de rayons ultra-violet, après leur travail, ce qui prévient de nombreux troubles dus au travail souterrain.

toucher beaucoup de travailleurs qui se mettent à tousser et à cracher des mucosités purulentes plusieurs mois par an chaque année. Elle serait responsable de 13 % des journées de congés-maladie dans les entreprises, ce qui mon-

30 000 personnes meurent ainsi chaque année

Nucléaire

● Cruas-Meysses (Ardèche)

Occupation d'un centre d'information EDF

L'été des luttes antinucléaires est passé par Malville, Naussac et Flamanville.

Mais à Cruas-Meysses, ce n'est pas pour autant la démobilisation. Lorsque début juillet, une équipe de géomètres est venue faire un piquetage du pourtour du site de la future centrale, des habitants de la localité de Meysses les ont contraints à partir et ont arraché les piquets.

Le comité local de Cruas-Meysses et les habitants disent : EDF devra attendre, et même si les CRS viennent nous serons là !

Le lundi 26 septembre, plusieurs dizaines d'habitants et de militants antinucléaires ont occupé le centre d'information : d'électricité de France, ouvert voici quelques jours à Cruas.

Le site de Cruas (Ardèche du sud) a été choisi par EDF, pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Depuis plusieurs mois, les habitants s'opposent à cette implantation

Ce projet de Cruas avait donné lieu à diverses manifestations et actions (notamment la destruction du centre météorologique destiné

aux essais des vents),

Les gendarmes de Privas rendus sur les lieux sommèrent les occupants d'évacuer les lieux. Ceux-ci refusèrent. Un important dispositif de gendarmerie était alors mis en place en début de soirée. Les occupants n'ont quitté les lieux qu'après 20 h 30.

A Cruas-Meysses, on en reparlera encore... De même, en relation avec le problème du nucléaire, une ligne à très haute tension est actuellement en cours de construction et déjà de très nombreuses actions sont organisées par des paysans en colère : pylônes dynamités, tourets de câbles incendiés, compresseurs détruits, et diverses actions rendant impossible ou difficile la bonne continuation des travaux. Cette ligne passe sur le plateau ardéchois au-dessus de la vallée du Rhône, elle est destinée à relier les différentes centrales nucléaires.

Les paysans commencent à réagir devant ce qu'on leur fait subir et leur colère est juste, leur combat et celui des habitants de Cruas-Meysses est le même. Vive la lutte contre les profits nucléaires !

Correspondant HR

Propositions syndicales

Quelle union

et

quelle action ?

Dans l'éditorial de «Syndicalisme-hebdo» du 29 septembre, la commission exécutive de la CFDT propose aux travailleurs d'agir pour «rassembler les conditions de l'union».

S'agirait-il de l'union de tous les travailleurs dans la lutte, dans l'action contre le capitalisme ? Point du tout ! On s'en doutait, il s'agit de raccomoder les partis de gauche dont la division «met en péril l'union des forces populaires», nous dit-on. Car bien sûr, aux yeux des dirigeants de la CFDT, l'union des forces populaires c'est bien d'abord les partis de gauche et ce sont eux qui y jouent le rôle déterminant : un «accident» de leur côté met l'union en péril...

Nous préférons quant à nous un langage un peu plus clair : quand nous parlons d'unité, nous parlons de l'unité de la classe ouvrière, quand nous parlons d'union, c'est de celle de la classe ouvrière avec ses alliés, petits paysans, intellectuels révolutionnaires ; et bien sûr, une telle union exclut les vieux serviteurs du capital qui dirigent le PS aussi bien que les dirigeants du PCF qui souhaitent devenir des gérants à part entière du système capitaliste !

Aussi, ne sommes-nous pas inquiets, contrairement à ces gens-là et aux commissions exécutives de la CFDT. Au contraire : la division de ces deux partis bourgeois que sont le PC et le PS a fait quelque lumière sur leur nature et la nature de leur projet !

Du même coup, la situation est très bonne pour que la classe ouvrière avance vers son unité : sur des bases révolutionnaires en toute indépendance de ces partis bourgeois. Mais quelle action nous promettent-ils ? Tout ce que la commission exécutive CFDT nous propose, c'est... «de mettre sa plate-forme revendicative au centre du débat».

Pour le reste, il s'agit de maintenir l'acquis (l'unité d'action avec la CGT) pour imposer des revendications. De quelle manière ?

Séguy, dans une récente déclaration, l'a dit très clairement : «La grève du 24 mai doit avoir une suite, dans l'unité aussi large que celle qui a existé ce jour-là». C'est ce qu'il entend par «pas de répit pour l'action».

Voilà ce que nous promettent ces grands dirigeants syndicaux : des grèves de 24 h.

En fait, c'est plutôt ce dont ils rêvent : on ne voit guère aujourd'hui comment pourraient se retrouver côte à côte, en tête de manif, les leaders du PC et du PS !



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

● Roussel-Uclaf (Rhône)

Un ouvrier tué par une explosion

Didier Raffin, 26 ans, délégué CGT surveillait une cuve quand l'explosion d'une centrifugeuse l'a grièvement brûlé. Cet accident du travail est lié à de graves défauts du matériel. La centrifugeuse n'était pas placée comme il aurait fallu sous atmosphère inerte azotée ; le tuyau qui reliait la cuve de fabrication de la centrifugeuse était en plastique alors que l'inspecteur du travail lui-même avait signalé le risque de production dans ces conditions d'électricité statique. Cela fait le 7e accident grave en une année et demi dans cette usine de Neuville-sur-Saône. Les travailleurs de l'usine ont tous débrayé dès qu'ils ont appris la mort de leur camarade, et les patrons pris de peur ont commencé par remplacer les tuyaux.

LE No14 DE «PROLETARIAT»

PARAITRA LE 15 OCTOBRE

L'EDITORIAL DE JACQUES JURQUET portera essentiellement sur les luttes politiques en cours et celles de 1978 et traitera de la question des candidats marxistes-léninistes aux élections législatives de mars 1978

AU SOMMAIRE

- Message de félicitation au XIe Congrès du Parti communiste chinois.
- Victoire ou défaite ouvrière au «Parisien libéré» ? (Pierre Castelli).
- Bilan de la lutte des travailleurs immigrés de la Sonacotra (Guy Lebreton).
- Droit à l'autodétermination pour le peuple corse (Michel Fartas).
- Discours de Gemenos (Jacques Jurquet).
- Critique du «Manifeste pour le socialisme» (étude collective dirigée par Yves Soulié et Catherine Ronda).

DOCUMENTS

- Un inédit de Mao Tsé-toung : «Mieux apprendre les uns des autres, surmonter la tendance à se condenser dans la routine et à se gonfler d'orgueil».
- Extrait d'un article chinois sur les divergences avec Togliatti traitant du «crétinisme parlementaire».
- A l'occasion du centenaire de la mort de Courbet : Éloge funèbre par Jules Vallès.

NOTES DE LECTURE

- «Scule une écologie socialiste...» (René Dumont) ; «Des femmes immigrées parlent» (Cetim) ; «Le cinéma chinois 1905-1949» (Régis Bergeron) ; «22e Congrès» (Althusser) ; «Un autre communisme ?» (Annie Kriegel).

Prix du numéro : 14 F.

Abonnements : Un an : 52 F ; Soutien : 80 F.

Abonnements pli-fermé et étranger, à l'étude, écrire au journal.

PASSEZ DES MAINTENANT VOS COMMANDES, VOS ABONNEMENTS, VOS CHANGEMENTS D'ADRESSE à :

PROLETARIAT
BP 320 - 13213 - Marseille Cédex 1